



La Lettre de l'Adac

n°39 – décembre 2017

Editorial

A l'approche de la fin de mon mandat de président de l'Adac, cet éditorial est probablement le dernier dans le cadre de mes responsabilités au sein de notre association. Dans la plupart des éditoriaux précédents, j'ai tenté modestement d'attirer votre attention sur la nécessité d'une plus grande mobilisation des anciens du Cirad pour consolider et élargir la communauté des adhérents et sympathisants de l'Adac. Si collectivement nous avons partiellement réussi parmi les cadres, cet effort devra être poursuivi et amplifié auprès de toutes les catégories de salariés du Cirad dès leur intention de départ en retraite. Ce sera l'une des tâches du prochain conseil d'administration qui pourra accueillir les derniers témoins de cette belle aventure des femmes et des hommes qui ont construit les fondations du Cirad. A cette fin, je renouvelle mon appel à candidatures, certes parmi les membres du conseil d'administration sortants dont l'expérience, le savoir-faire, la notoriété, éviteront un risque d'effet de rupture, mais aussi parmi les adhérents motivés à s'investir pour innover dans les objectifs et pratiques de l'amicale. Ce souhait s'intègre dans mes vœux traditionnels que j'adresse non seulement à l'attention des fidèles lecteurs de cette lettre mais aussi à l'attention de tous les anciens du Cirad soucieux de retrouver un espace privilégié, de culture, de partage de valeurs communes, d'incubateur d'idées, de convivialité, de solidarité, de témoignages. A l'appui du bilan de ma mandature que je présenterai lors de l'assemblée générale du 23 janvier 2018, à laquelle vous êtes conviés, je développerai ces différents points qui font la légitimité et la singularité de l'Adac.

Le président
Jean-Pierre Gaillard

RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL RAPPEL

Notre assemblée générale a lieu le 23 janvier 2018. Cette année le renouvellement du conseil d'administration est à l'ordre du jour.

N'oubliez pas de vous inscrire pour participer ou de nous adresser votre pouvoir.

Conférence La démarche filière appliquée à la recherche arachidière au Sénégal : Une rétrospective



Cette conférence fut donnée le 19 septembre 2017 au Cirad par Robert Schilling, spécialiste reconnu de l'arachide.

Après avoir présenté quelques aspects originaux de la plante et de sa culture, qui en trois siècles se répandit sur les cinq continents à partir du bassin amazonien, le conférencier dressa un tableau rapide des structures impliquées dans la recherche arachidière au Sénégal et plus généralement en Afrique francophone, depuis les jardins d'essais du XIX^e siècle jusqu'aux instituts spécialisés par groupes de plantes et de filières mis en place par la France à partir de 1942 afin de développer la production agricole de ses territoires d'outre-mer. L'arachide relevait de l'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux (IRHO), implanté au Sénégal en 1946. Les travaux, à partir de 1960, furent conduits

conjointement avec l'Institut de recherches en agronomie tropicale et des cultures vivrières (Irat), créé au lendemain des indépendances afin d'assurer la relève des services de recherche coloniaux. Cette rétrospective présente la démarche filière mise en œuvre par ces instituts précurseurs du Cirad et illustre la recherche arachidière, alors que le Cirad, aujourd'hui, réfléchit sur cette approche dans une perspective plus

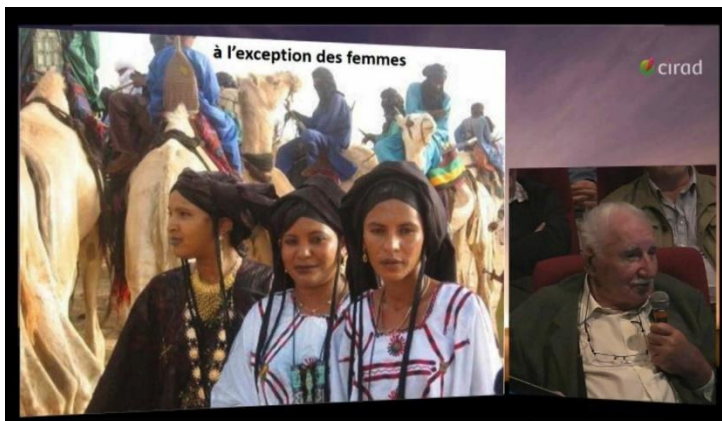
vaste dictée par les « Objectifs de développement durable » définis par la FAO et le CGIAR. Il s'agissait à l'époque de coordonner l'action de chercheurs très majoritairement expatriés, intervenant sur une filière-plante, dans un esprit interdisciplinaire et résolument productiviste, afin de répondre aux besoins du développement qui ne relèvent jamais d'une discipline académique unique. L'équipe arachide de l'IRHO, localisée principalement au Sénégal avec des implantations plus légères ou temporaires (Haute-Volta, Congo-Brazzaville, RCA, Tchad, Mozambique, Botswana, Madagascar), fut ainsi amenée à s'impliquer fortement dans le développement. A la demande du président Senghor, en 1963, un « paquet technologique » fut défini, à partir des résultats de la recherche, en vue d'augmenter la productivité de l'arachide pour compenser la baisse de revenus résultant de l'alignement du prix des produits arachidières sur les cours mondiaux, nettement inférieurs aux prix précédemment consentis par la France. Ces recommandations furent diffusées sur tout le bassin arachidier sénégalais par des organismes spécialisés travaillant en liaison avec la recherche et avec les fournisseurs du monde rural puis relayées par le programme TBFF (traction bovine fumure forte) bénéficiant d'un important financement extérieur, sans grand résultat faute de moyens d'accompagnement appropriés au niveau de la politique des prix au producteur et des subventions aux intrants. La création par l'IRHO d'un service semencier national et d'une opération de diversification « Arachide de bouche », en vraie grandeur, pendant deux décennies, sont d'autres exemples de la démarche pratiquée au Sénégal et exportée dans nombre de pays africains, à une époque où les opérateurs publics et privés de la filière étaient clairement identifiés et responsabilisés, souvent en situation de monopole. Il n'en va plus de même aujourd'hui, suite aux politiques de libéralisation mises en œuvre à partir de 1985 à l'instigation des bailleurs de fonds internationaux.

Les échanges avec le public ont porté sur : les aspects techniques liés à la plante et aux thèmes vulgarisés (fumure et travail du sol notamment) ; l'approche filière mise en œuvre à l'époque ; les problèmes liés à la contamination par l'aflatoxine, à la dégradation du capital semencier et à la baisse inquiétante de la consommation d'intrants (engrais, produits et matériel) ; l'activité d'opérateurs incontrôlés qui accaparent la plus grande partie de la production au détriment des organismes de commercialisation agréés et des huileries.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

Conférence *Le Sahara au fil de l'eau*

Une assistance plus nombreuse qu'à l'ordinaire était présente pour suivre la « causerie » de Philippe Bruneau de Miré dont la réputation de naturaliste passionné et militant est bien établie. Etaient notamment présents, Bernard Adell, le conservateur du Musée saharien du Crès et des membres de l'Amicale des sahariens (Rahla). Leur venue s'expliquait par le thème au titre accrocheur de la conférence : *Le Sahara au fil de l'eau*.



C'est un sujet que P. Bruneau de Miré connaît bien pour avoir consacré à ce désert les premières années de sa riche carrière professionnelle. A la sortie de la dernière guerre, il parcourut notamment à pied ou en dromadaire de vastes territoires incluant les massifs montagneux du Tibesti, du Hoggar ou de l'Aïr.

La présentation montée par P. Bruneau de Miré était complexe, intégrant photos, vidéos et fichiers audio. Malgré un essai préalable, son démarrage connut quelques difficultés techniques heureusement surmontées. Avec décontraction et humour, le conférencier nous dévoila de nombreux et surprenants sites sahariens (oasis,

oueds, lacs, grottes, montagnes) où l'eau est présente de façon permanente ou temporaire. Ces lieux permettent le nomadisme de populations comme celles de Touaregs. Ils expliquent aussi l'existence d'une richesse faunistique et végétale méconnue. Certaines espèces y font valoir des adaptations à des environnements extrêmes comme à celui des sources volcaniques toxiques du Trou au Natron dans le Tibesti. Pour P. Bruneau de Miré, les recherches scientifiques tireraient profit à mieux étudier ces organismes et les mécanismes de leur survie. Un autre sujet traité par l'exposé fut celui des évolutions climatiques récentes du Sahara qui se différencie en fonction des différents régimes pluviométriques qu'il connaît. Globalement, la désertification amorcée il y a plusieurs milliers d'années se poursuit principalement sous l'effet du facteur anthropique. L'accroissement démographique et la sédentarisation des nomades conduisent à un épuisement des ressources. Dans ce contexte, nombre d'espèces sont menacées. Leur répartition géographique fait souvent état de rares îlots de survie parfois étonnamment et extrêmement éloignés. Ceux-ci témoignent de distributions autrefois très étendues et qui aujourd'hui ne sont plus que résiduelles. Avec le fond iconographique unique de la présentation et les commentaires non conventionnels de P. Bruneau de Miré, les auditeurs purent se représenter un Sahara pas si lointain, quand il était un milieu climatiquement hostile mais humainement ouvert parcouru par des scientifiques aventureux partout bien accueillis par les populations locales. Nombre de chercheurs français, dont le plus connu Théodore Monod, furent évoqués. Tous travaillaient à enrichir la connaissance de cet espace immense, fascinant et plus complexe qu'il n'y paraît. A la fin de l'exposé, de nombreuses questions furent posées rendant compte de la curiosité et de l'intérêt portés par les auditeurs à la conférence qu'ils venaient d'entendre.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

Quoi de neuf au Cirad ?

Jean-Luc Khalfaoui est élu président d'Agropolis International

Jean-Luc Khalfaoui a été élu président d'Agropolis international ce jeudi 7 décembre. Il succède ainsi à Bernard Hubert, arrivé au terme de son mandat. Ce docteur en génétique, titulaire d'un MBA américain et DGD-RS du Cirad, prendra ses fonctions le 1er janvier 2018. En attendant son successeur au Cirad, c'est Philippe Petithuguenin qui en assurera l'intérim.

Patrick Caron renommé président du HLPE

Patrick Caron a été renommé pour deux ans, à la tête du HLPE (High Level Panel of Experts), ce groupe d'experts de haut niveau du Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Outre le signal fort de reconnaissance, cette nomination permet au Cirad de s'impliquer dans les débats et décisions mondiaux pour la sécurité alimentaire.

BioStar : un projet innovant pour l'accès à l'énergie

Aujourd'hui encore, les PME des zones rurales d'Afrique de l'Ouest peinent à accéder à l'énergie. Transformer les résidus agricoles en bio-énergie constituerait une solution. C'est ce que propose l'initiative BioStar.

Les objectifs de ce projet porté par l'unité de recherche BioWooEB sont :

- D'implanter et intégrer des systèmes de production d'énergie à partir de résidus dans les PME pour les approvisionner durablement en chaleur, en force motrice et en électricité.
- De rationaliser les consommations d'énergie par une meilleure compréhension des processus de transformation et l'organisation des opérations unitaires.
- De coconstruire les filières d'approvisionnement en biomasse et en énergie avec les acteurs des territoires ruraux.
- De renforcer les compétences au sein des filières sur les systèmes de production d'énergie adaptés aux besoins des PME.

L'ambition du Cirad et de ses partenaires au travers de BioStar est d'implanter des procédés de valorisation énergétique de biomasse au sein de 14 unités de transformation agroalimentaires des filières anacarde, mangue, karité, riz et néré, dans trois pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal.

Des impacts positifs sur le développement des PME agroalimentaires et des populations en zone rurale en Afrique de l'Ouest sont attendus.

Le Cirad, acteur majeur du Salon de l'agriculture d'Abidjan

Le Salon international de l'agriculture et des ressources animales (Sara) de Côte d'Ivoire s'est ouvert le 17 novembre à Abidjan, pour 10 jours. Signatures de contrats, rencontres de partenaires et institutionnels clés... Le Cirad se mobilise pour sceller ses partenariats avec les institutions de recherche, de développement et d'enseignement supérieur de Côte d'Ivoire.

Une initiative internationale pour protéger faune sauvage et biodiversité tout en assurant la sécurité alimentaire

Une nouvelle initiative internationale dotée de 45 millions d'euros vise à réduire la chasse non durable de la faune sauvage, à protéger la biodiversité et à améliorer la sécurité alimentaire. Afrique, Caraïbes et Pacifique : le partenariat aidera les pays à passer de la viande de brousse à des sources alternatives de protéines animales. Financé par la Commission européenne, le programme, qui s'étalera sur sept ans, est une initiative du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Porté par la FAO, le programme s'appuiera sur l'expertise du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), du Cirad et de la Société pour la conservation de la vie sauvage (WCS). Ce programme contribuera à protéger les animaux sauvages, à préserver la biodiversité et à maintenir le rôle essentiel écologique joué par la faune. Cela contribuera également à protéger les stocks et les services écosystémiques qui sont essentiels aux moyens d'existence de certaines des communautés rurales les plus pauvres de la planète.

Un accord de coopération tripartite signé avec le gouvernement tunisien

Le Cirad a signé, le 18 octobre dernier, un accord de coopération tripartite avec la Tunisie. Cet accord, dont le ministère tunisien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MESRS) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) sont les deux cosignataires, a pour but de dynamiser dans le pays la recherche et l'innovation dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.

Le Cirad s'engage pour la restauration des paysages forestiers

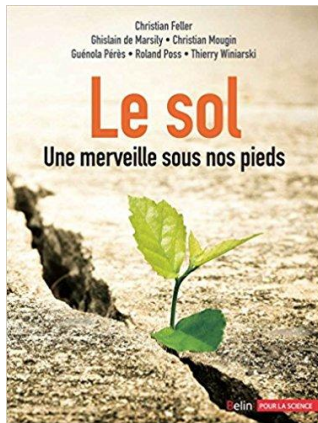
Le Cirad est désormais partenaire technique de trois initiatives de restauration forestière inscrites dans le Bonn Challenge. Cet objectif, capital pour la lutte contre la pauvreté et le réchauffement climatique, est une occasion unique pour l'organisme de recherche de mettre à profit ses compétences pluridisciplinaires et ses connaissances de terrain. Cet effort mondial ambitionne de restaurer 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées d'ici 2020, et 350 millions d'hectares d'ici 2030.

Sélectionné en tant que partenaire technique, le Cirad s'implique dans trois initiatives récemment créées pour relever ce défi :

- L'initiative pour la restauration des paysages forestiers en Afrique (AFR 100) vise la restauration de 100 millions d'hectares déboisés et dégradés sur le continent d'ici 2030.

- L'initiative 20x20 a pour objectif de restaurer 20 millions d'hectares de terres dégradées et déforestées dans toute l'Amérique latine, d'ici 2020.
- Le GPFLR (Global Partnership for Forest Landscape Restoration) réunit des gouvernements, des instituts de recherche, des universités et des associations désireuses de promouvoir la restauration des terres dégradées et déforestées à l'échelle du paysage ou du territoire.

Présentation d'ouvrage par Jean-Pascal Pichot



Le sol

Une merveille sous nos pieds

Christian Feller (dir.), Ghislain de Marsily, Christian Mougin, Guénola Pérès, Roland Poss et Thierry Winiarski

Belin, collection Pour la science

Septembre 2016, 256 pages

Cet ouvrage rédigé à plusieurs mains par une équipe pluridisciplinaire de pédologue, agronome, hydrogéologues, écotoxicologue, s'adresse à un large public pour lui faire prendre conscience des services que nous rendent les sols et des agressions qu'ils subissent de notre fait.

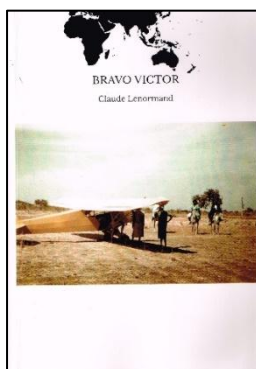
Les principaux thèmes abordés sont la formation et les composants géologiques des sols, les sols et l'alimentation, la vie dans les sols, les aspects sanitaires des sols, les sols et l'eau, les sols réceptacles de nos déchets et polluants, les sols comme matériaux de construction et réservoirs.

Des explications à portée de tous, complètes, abondamment illustrées, à toutes les échelles (du global au microscopique), allient des aspects très pratiques et plus théoriques.

Après avoir lu cet ouvrage, vous aurez sans nul doute envie d'en savoir plus sur tel ou tel sujet. La bibliographie que les auteurs ont sélectionnée répondra sans nul doute à votre attente.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

Présentation d'ouvrage par Jean-Pierre Gaillard



Bravo Victor

Claude Lenormand

The BookEdition

Juin 2017, 651 pages

Ce titre insolite pour un ancien agronome du Cirad fait partie du langage commun de l'aviation civile largement maîtrisé par Claude Lenormand, auteur de cet ouvrage très original décrivant avec précision les milieux naturels et humains associés à sa vie professionnelle en Afrique. Notre collègue tente de nous faire partager sa triple passion qu'il a vécue et enrichie au cours de sa carrière à l'Ifac, ancêtre du Cirad-Flhor. La passion des populations sahélo-sahariennes et de leurs coutumes, la passion des palmeraies du désert, la passion des avions comme outil de travail et d'aventures parfois rocambolesques en Mauritanie, au Sénégal au Mali et au Niger. Dans le cadre d'un dialogue quasi permanent avec son avion « Bravo Victor » Claude Lenormand nous fait découvrir des paysages insolites mais surtout pénétrer avec un esprit pionnier dans la vie de nombreuses communautés africaines et plus particulièrement dans celle de la société maure.

Très dense, ce livre haut en couleur découpé en de multiples chapitres dont chacun raconte une histoire vécue, est une invitation au voyage dans des mondes contrastés : celui de l'aviation civile des années 60-70 et celui des sociétés rurales africaines et sahariennes fraîchement indépendantes.

Nouveaux retraités

Est partie en retraite le 31 août 2017

Maryse Guizot, cadre, Dgdrs, Montpellier

Sont partis en retraite le 30 septembre 2017

Daniel Babre, cadre, US Analyses (Persyst), Montpellier

Christine Nouaille, cadre, Dg-com, Montpellier

Danièle Ribier, cadre, Dg, Nogent-sur-Marne

Est parti en retraite le 31 octobre 2017

Paul Pierre Boilly, Umr Pvbmt (Bios), Saint-Pierre (La Réunion)

NOUS COLLEGUES ET AMI(E)S DISPARU(E)S

Des hommages plus complets sont consultables sur le site internet de l'Adac

Jacques Arrivets – 9 juillet 2017

Né le 2 avril 1938 à Mont-de-Marsan, après le baccalauréat obtenu en 1957, Jacques Arrivets sortit ingénieur agronome, section économie rurale de l'Ina-Grignon à Paris en 1963, puis il obtint en 1964 le diplôme d'ingénieur d'agronomie tropicale de l'Esat (Ecole supérieure d'application d'agriculture tropicale à Nogent-sur-Marne). Il effectua son service militaire au titre de l'aide technique, comme responsable de la station agricole de Gagnoa en Côte d'Ivoire, chargé d'expérimentation sur diverses cultures tropicales. En 1965 il est directeur de la station sur contrat civil, pour de l'expérimentation sur les cultures vivrières pluviales et l'aménagement des bas-fonds pour la riziculture. Il réalisa aussi des essais café-cacao pour l'Ifcc. Recruté à l'Irat en 1967, il est au Burkina-Faso de 1968 à 1973, directeur de la station centrale de Saria, et responsable du programme agronomie de l'Irat au Burkina. En charge des essais agronomiques sur les cultures vivrières et d'aménagements de bas-fonds, il travaillera en collaboration avec l'Orstom sur les lysimètres et les parcelles d'érosion. Il assurera aussi la fonction de chef d'agence par intérim en 1973. En 1972-1973, il revient en France pour un stage de recyclage en économie rurale et pour la rédaction d'articles et de synthèses. Puis, il sera affecté successivement : à Tananarive, en 1971, responsable du programme agronomie à Madagascar puis chef de mission Irat à partir de 1978 ; à Ibadan au Nigeria (1981-1982) en tant que « visiting scientist » officier-liaison Irat-IITA, sur l'agronomie du riz pluvial et de bas-fonds et son adaptabilité en Afrique de l'Ouest, l'aménagement hydroagricole des bas-fonds, le suivi des acquis des programmes IITA ; à Cotonou au Bénin (1983-1985) détaché au ministère de la Coopération comme conseiller du directeur de la recherche agronomique du Bénin et correspondant du Cirad pour l'organisation, la planification de la recherche sur cultures vivrières, la recherche-développement, les projets de convention et le rétablissement d'un réseau national d'expérimentation (maïs, manioc, arachide). Revenu en France au siège de l'Irat en 1985, au département cultures vivrières, il fera des missions pour la Fao (Guinée), la Banque mondiale (programmation de la recherche en agronomie et systèmes de culture maïs-manioc) et le Fac (Congo). De juillet 1986 à avril 1990, il est chef du projet Fac Amélioration de la culture du manioc au Congo. Fin 1990, il est affecté à Montpellier auprès de la sous-direction des cultures vivrières, et nommé responsable de l'unité Agronomie de production de l'Irat-Cirad à Montpellier. Il fera de l'appui technique et logistique à des opérations sur le terrain en tant que spécialiste de la culture du manioc et pour la recherche-développement (Brésil, Afrique, Vietnam, Madagascar), enfin une mission pour le Fida (accompagnement de la recherche dans un projet de développement intégré du Centre Tchad). En 1995, il est nommé adjoint au chef du programme Zone d'altitude et fronts pionniers. En décembre 1998, il demandera à bénéficier de la retraite progressive et prendra sa retraite le 30 avril 2003 afin de se consacrer à ses autres passions.

Il a été fait chevalier de l'ordre national du Mérite en 1992. Sous une apparence de désinvolture héritée d'un regard lucide sur le monde et les gens, Jacques était un homme très engagé dans son métier quand il était convaincu que ses travaux pouvaient être utiles aux plus démunis. Alors, chercheur rigoureux, il n'entamait pas une expérimentation sans avoir consulté l'intégralité des travaux antérieurs sur le sujet, ce qui faisait craindre son « C'est inutile, cela a déjà été expérimenté en ce même lieu en telle année ». Passionné de littérature, sensible à l'art, notamment dessin et peinture, grand amateur de golf, de pêche et de chasse, avec humour et facétie Jacques aimait venir au bureau avec son chien qu'il présentait comme « le meilleur chercheur du Cirad ». C'était un esprit lucide, une belle intelligence et un grand homme de cœur.

Philippe Picot – 5 août 2017

Né le 18 septembre 1933, à Monchecourt (Nord), notre collègue Philippe Picot a fait ses études secondaires à Saint-Etienne, et obtenu, en 1954, le diplôme de l'Ecole supérieure d'agriculture de Purpan Toulouse (Certificat d'études agronomiques, économiques et sociales).

Embauché en 1957 comme contractuel à la Safa (Société africaine forestière et agricole) basée à Paris, il part travailler pour la Safa au Cameroun, comme agent de plantation et responsable de l'usine à latex jusqu'en 1959 ; puis de 1959 à 1963, il sera responsable des plantations de caféiers à la Safa de Lobaye en Centrafrique. Il est

recruté en janvier 1964 à IFCC, comme agronome à la station centrale du café à Ilaka-Est (Madagascar), chargé de la sélection et de l'expérimentation. En 1974, il est détaché auprès de la Satmaci (Société d'assistance technique à la modernisation de l'agriculture) en Côte d'Ivoire, en qualité de directeur régional du secteur de Man, pour la vulgarisation. Puis il est affecté en Centrafrique, de 1975 à 1979, comme chef de l'opération Prévulgarisation caféière. De 1980 à 1982, Il sera détaché auprès du ministère de la Coopération en qualité de conseiller technique pour l'Opération café à Tamatave (Madagascar). Enfin, jusqu'en 1984, revenu au sein de l'Ircc, il sera détaché auprès de la Sonadeci (Société nationale de développement des cultures industrielles) au Gabon, comme responsable du bloc industriel caféier d'Alanga pour la multiplication et la plantation des caféiers. Il est nommé, en 1984, représentant de l'Ircc en Nouvelle-Calédonie et responsable de la station expérimentale du café à Ponérihouen pour la sélection et l'agronomie. Il terminera sa carrière en Nouvelle-Calédonie et prendra sa retraite le 31 décembre 1993.

Guy Paillotin – 18 septembre 2017

Guy Paillotin, ancien président du conseil d'administration du Cirad et de l'Inra, nous a quittés le 18 septembre, à l'âge de 76 ans. Ancien élève de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des mines de Paris, ingénieur du corps des mines, Guy Paillotin a commencé sa carrière en 1966 au CEA (Commissariat à l'énergie atomique) ; il y a conduit de nombreux travaux en biophysique, et présenté une thèse sur les transports d'énergie dans l'appareil photosynthétique des plantes en 1974, en lien avec l'Université de Paris-XI-Orsay. Il sera chef du service de biophysique du CEA, entre 1975 et 1981. Le ministère de la Recherche lui confie alors la responsabilité de la mise en œuvre de programmes ayant vocation à renforcer et dynamiser les domaines clés de la recherche fondamentale. L'animation et la mise en œuvre du programme sur les biotechnologies lui permettra de nouer des relations très étroites avec la recherche agronomique française. Il rencontre Jacques Poly, PDG de l'Inra. Rencontre « coup de foudre » qui se prolongera par une collaboration particulièrement riche : après un bref retour au CEA (1983-1984), Guy Paillotin intégrera l'Inra comme directeur général adjoint chargé des questions scientifiques, fonction qu'il occupera jusqu'au départ du président en 1988. Ces deux grands personnages, insuffleront les importantes mutations qui vont orienter la recherche agronomique française : l'Inra prendra le virage des biotechnologies et l'Inra et le Cirad renforceront la quête de l'excellence scientifique. En 1989, Guy Paillotin réintègre le CEA où il sera administrateur général adjoint jusqu'en 1992. Il est en outre président du Comité national d'évaluation de la recherche de 1989 à 1991. C'est en 1991 que le ministre de la Recherche, le sollicite pour prendre la présidence de l'Inra, fonction qu'il occupera pendant huit ans. Il devient aussi président du conseil d'administration du Cirad (1992-1999). Il contribuera à orienter le Cirad vers des itinéraires et des champs scientifiques nouveaux, en mettant l'accent sur l'exigence constante de recherche de qualité des productions scientifiques et de reconnaissance des équipes et des travaux. Observateur attentif des activités de l'institution au Sud, dont il avait rapidement compris le sens du mandat et les contraintes, Guy Paillotin s'est efforcé de mettre en valeur et de favoriser les collaborations et le rapprochement avec l'Inra.

Depuis 1999, Guy Paillotin a présidé aux destinées de grandes institutions de la recherche : Ina-Pg, Afme, Cemagref, plusieurs commissions du Cnrs, Conseil national de l'alimentation. A partir de 2002, il a également présidé le conseil d'administration de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail. Secrétaire perpétuel de l'Académie d'agriculture, Guy Paillotin était l'auteur de nombreux ouvrages et publications ; le plus célèbre reste l'ouvrage coécrit en 1999 avec Dominique Rousset intitulé *Tais-toi et mange ! L'agriculteur, le scientifique et le consommateur*, dans lequel il développe ce que doivent être selon lui les enjeux agricoles et alimentaires du prochain millénaire.

Philippe Lacombe – 12 novembre 2017

Né en 1939, Philippe Lacombe était ingénieur agronome et docteur d'Etat ès-sciences économiques. En 1962, il commence sa carrière au département d'Economie et de sociologie rurales de l'Inra et, en 1975, il est nommé professeur d'économie et de sociologie rurale à l'Ensa-Montpellier (Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier). Ses activités d'enseignement furent considérables et ont beaucoup contribué au rayonnement de cette école. De 2000 à 2004, à la fin de son parcours professionnel, il a été directeur scientifique pour les sciences sociales à l'Inra. Pour le Cirad, Philippe Lacombe a participé activement, à partir de 1988 et pendant de nombreuses années, aux travaux de la Mesru (Mission économie et sociologie rurale). De plus, soit comme président de jury, soit comme rapporteur ou encore comme directeur de thèse, il a suivi plusieurs agents ou stagiaires du Cirad, en particulier il a dirigé, en 1990, la thèse de Guy Faure sur le Togo.

Excellent orateur, intransigeant sur la responsabilité des enseignants et des intellectuels, il était soucieux de la bonne marche des institutions. Nous rendons hommage à ce chercheur exigeant, toujours prêt à débattre du devenir de l'agriculture et dont on appréciait le franc-parler. Il était membre titulaire de l'Académie d'agriculture, chevalier de la Légion d'honneur et du Mérite agricole.

Autres décès à développer dans la prochaine Lettre de l'Adac

Pierre Jadin – 2 décembre 2017 (ancien chercheur agronome cacao, IFCC)

Craig Coid – 11 décembre 2017 (projet biodiversité, Harare, Zimbabwe)